Actuellement soumis à des experts et des universitaires de l'ENA

Le projet du code des collectivités locales est quasiment prêt

Page 3

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4537 - Jeudi 26 juillet 2018 – Prix : 10 DA

Tizi-Ouzou

Les lauréats des examens scolaires primés

Page 24

Justice

Plus de 1 200 détenus décrochent le Bac

Page 2

Trump à nouveau prend son monde au dépourvu

Par Mohamed Habili

La bronca suscitée par l'expression de ses doutes quant à l'ingérence de la Russie dans la présidentielle de 2016 n'est pas encore retombée que voilà la Maison-Blanche qui annonce que Donald Trump invite Vladimir Poutine à lui rendre visite à l'automne prochain. Le secret en a été si bien gardé que le chef du renseignement américain est tombé des nues en l'apprenant, alors qu'il se trouvait sur un plateau de télévision. Mais peut-être que le plus étonnant n'est pas tant dans l'invitation elle-même que dans le moment choisi pour sa concrétisation. L'automne, en effet, c'est la tenue des élections de mi-mandat, dont bien des choses peuvent dépendre. De sorte que tout le monde est en train de se dire que si Trump a choisi ce moment plutôt qu'un autre pour recevoir Poutine, c'est qu'il estime que cette visite aura des retombées positives sur son camp, les républicains. On ignore encore quelle est la réponse du président russe, et si même la visite aura lieu. C'est qu'au rythme où va l'espèce de guerre civile qui se déroule depuis maintenant près de deux ans aux Etats-Unis entre pro-Trump et anti-Trump, c'est plutôt loin d'ici à l'automne. Bien des choses peuvent se produire dans l'intervalle, susceptibles de déranger bien des plans, d'éroder bien des positions, de renverser bien des tendances. Ceux de Trump comme ceux de ses détracteurs.

Suite en page 3

A l'air libre, sous un soleil de plomb, exposé à la poussière...

Du poisson vendu dans des conditions déplorables

Ph/D. R.

Le poisson, produit hautement périssable, peut constituer une source d'intoxication sérieuse surtout que les citoyens à faible revenu sont attirés par les prix relativement bas, mais au détriment de leur santé et de celle de leur famille. Les poussières, les insectes, les rejets des voitures, sont autant d'éléments susceptibles d'«empoisonner» les consommateurs. Lire page 2

Consensus national

Ould Abbès émet «des réserves» sur l'initiative du MSP

Page 4

A l'occasion du premier anniversaire de son décès

Vibrant hommage d'Oran à Blaoui El-Houari

Page 13

Justice

Plus de 1 200 détenus décrochent le Bac

LE NOMBRE de détenus ayant décroché le baccalauréat 2018 a atteint 1 258 sur un total de 4 391 candidats ayant concouru aux épreuves, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Justice. Pour ce qui est des détenus ayant réussi l'examen de fin du cycle moyen, leur nombre s'élève à 2 189 sur un total de 4 689 candidats, ajoute la même source, faisant état de 40 226 détenus inscrits dans les branches de formation professionnelle et de 42 937 inscrits dans l'enseignement général. A cette occasion, le ministère de la Justice organise aujourd'hui, au niveau de l'Etablissement de rééducation et de réadaptation de Koléa (Tipasa), une cérémonie en l'honneur des détenus lauréats du Bac et du BEM session 2018. Cette cérémonie s'inscrit dans le cadre de «*la valorisation des efforts consentis par les détenus et les encadreurs des pénitenciers tout au long de l'année et la promotion des activités de réinsertion au profit de cette frange de la société, notamment à travers l'enseignement et la formation*».

K. L.

Ainsi que 176 élèves handicapés

QUELQUE 176 élèves aux besoins spécifiques, sur 258 scolarisés, ont obtenu le baccalauréat session 2018, des résultats excellents reflétant les efforts consentis, tant par les élèves que par leurs enseignants, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. L'élève Madjoudj Amal, de la wilaya d'Alger, atteinte d'un handicap visuel, a brillé en obtenant la première place au classement national, dans la filière des langues étrangères, avec une moyenne de 17.15, a précisé le communiqué qui souligne que «*les moyennes des lauréats se situent entre 14.46 et 17.40 de moyenne*». «*Ces résultats excellents se veulent un véritable indicateur du processus positif et qualitatif adopté par l'école algérienne qui est une école équitable et garante du succès*», a affirmé le ministère qui ajoute que ces résultats «*reflètent l'efficacité du processus éducatif spécialisé qui prend en charge précocement les personnes aux besoins spécifiques et mettent en valeur les efforts des éducateurs, des instituteurs, des enseignants spécialisés et des psychologues*».

Après avoir salué la «*forte volonté et l'esprit de challenge*» ayant animé ces lauréats, ainsi que le soutien permanent dont ils avaient bénéficié de la part de leurs familles, «*le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Conditions de la femme a réitéré son soutien constant à leur accompagnement pour concrétiser davantage de succès et de réussite*», conclut le communiqué.

(APS)

A l'air libre, sous un soleil de plomb, exposé à la poussière...

Du poisson vendu dans des conditions déplorables

Le poisson, produit hautement périssable, peut constituer une source d'intoxication sérieuse surtout que les citoyens à faible revenu sont attirés par les prix relativement bas, mais au détriment de leur santé et de celle de leur famille. Les poussières, les insectes, les rejets des voitures, sont autant d'éléments susceptibles d'«empoisonner» les consommateurs.

Par Meriem Benchaouia

Ph/D. R.

Le poisson, produit alimentaire de large consommation surtout en été, est vendu sur les trottoirs sous un soleil de plomb par des jeunes qui ne respectent pas les normes d'hygiène et les conditions réglementaires de la vente de ce produit de la mer. Le poisson, produit hautement périssable, peut constituer une source d'intoxication sérieuse surtout que les citoyens à faible revenu sont attirés par les prix relativement bas, mais au détriment de leur santé et de celle de leur famille. Les poussières, les insectes, les rejets des voitures sont autant d'éléments susceptibles d'«*empoisonner*» les consommateurs de plus en plus nombreux surtout durant la saison estivale. Avec la hausse des températures, beaucoup de produits représentent un réel danger. En effet, cette période caniculaire reste sans conteste très propice à cette affection, en raison de la hausse de la température et du non-respect des conditions de conservation. Un sérieux problème de santé publique avec des impacts considérables sur le plan économique. Les bilans des services concernés reflètent à la fois l'insuffisance des opérations de contrôle et d'hygiène alimentaire menées par les services concernés et l'inconscience des citoyens vis-à-vis de cette affection qui peut s'avérer mortelle. Cet état de chose est devenu très fréquent à cause des mauvaises habitudes alimentaires. S'ajoute à cela la cupidité de plusieurs commerçants avides de gain, ne respectant pas les normes établies, à savoir (l'hygiène, la chaîne de froid, etc.). Alors que cette activité est régie par des conditions strictes concernant sa commercialisation, l'essentiel du poisson consommé est acheté sur des marchés informels. Les prix commencent à 300 DA le kilo dans la matinée pour retomber jusqu'à 150 DA vers 13h. C'est-à-dire lorsque le poisson aura été corrompu par la chaleur. Malheureusement, il se trouve toujours quelques-uns qui en achètent, au mépris de leur propre santé et celle des leurs. En somme, des gens qui ne regardent que le prix au lieu de voir dans quelles conditions sont vendus ces «*poisons*». De son côté, la Direction de la pêche de la wilaya d'Alger a entamé le recensement des vendeurs de poisson ambulants et informels à travers les différentes communes où près de 50 vendeurs ont été recensés, selon la responsable du secteur, Mme Rabia Zerouki. La vente de poisson doit répondre à des conditions spéciales et nécessaires de manière à offrir un produit sain au consommateur, a précisé Mme Zerouki. «*Pour faire face au phénomène de la vente informelle des produits halieutiques, d'abord une connaissance parfaite du nombre des vendeurs qui exercent cette activité s'impose en vue de mettre les choses au clair et d'une codification de leurs activités*», a-t-elle dit. La même responsable a indiqué que le premier recensement de ces vendeurs, réalisé dans nombre de communes (près de 10 dont Bainem, Zéralda, Ain Benian et Sidi Fredj), a fait état de l'existence de 50 vendeurs qui exposent leurs produits halieutiques dans des conditions complètement insalubres qui «*peuvent mettre en danger la vie du consommateur*». Le recensement de ces vendeurs sera suivi par des opérations de sensibilisation à leur profit sur les dispositifs dans lesquels ils peuvent exercer leurs activités légalement et à en bénéficier, notamment à travers l'Agence national de gestion de microcrédit (Angem) qui leur propose des crédits d'une valeur de 100 millions de centimes, a fait savoir Mme Zerouki.

M. B.

Aménagement de la route des gorges de Kherrata/ Béjaïa

Livraison d'un tronçon de 1,5 km

Un tronçon de 1,5 km du projet d'aménagement et de modernisation de l'ancienne route qui mène de Kherrata vers Béjaïa et traverse les gorges, a été mis en service hier par le wali de Béjaïa, Toufik Mezhoud. Ce dernier a rappelé «*les souffrances des usagers de la wilaya et ceux arrivant dans la région et estime que ce tronçon va atténuer un tant soit leur peine*». Il s'est félicité et a félicité l'entreprise turque pour le respect des délais, estimant que ce tronçon a été réalisé en un temps record. Il a rappelé «*le soutien*» du gouvernement et «*la disponibilité*» du financement. Cette section va sans doute décongestionner un tant soit peu le trafic routier devenu très dense durant cette période estivale. Son aménagement et sa modernisation entrent, explique-t-on, dans le cadre de la volonté des autorités du pays d'«*améliorer le niveau de service et d'assurer le confort et la sécurité des usagers, ainsi que pour faciliter les échanges entre le port de Béjaïa et l'est du pays*». La RN 09, reliant la wilaya de Béjaïa à Sétif, présente un axe important et stratégique classé comme réseau économique de base (REB). Ce tronçon routier lie le port de Béjaïa aux wilayas de l'Est du pays, d'où la nécessité et l'urgence de livrer ce projet pour rendre fluide la circulation automobile et celle des poids lourds. Il est utile de rappeler que la RN 09 est traversée par plus de 30 000 véhicules par jour en période estivale, dont 45% de poids lourds et plus de 22 000 véhicules par jour le reste de l'année. Initialement prévue pour le mois de juin dernier, la livraison de la première tranche a été retardée en raison des glissements de terrain survenus suite aux fortes intempéries qui avaient affecté la région les mois d'avril et mai derniers. Cette première partie de 1,5 kilomètre a été réalisée pour un montant de 350 milliards de centimes par l'entreprise turque Ozgün, en partenariat avec l'ETRHB, une société privée algérienne spécialisée dans les travaux routiers. Pour rappel, les éboulements et glissements de terrain, dont la chute de 6 000 tonnes de pierre et de terre, avaient occasionné des dégâts importants aux matériels de l'entreprise réalisatrice de ce projet. Lancé en 2014 pour un délai initial de 28 mois, ce projet a connu en premier lieu un retard en raison de contraintes d'ordre technique, ce qui a nécessité un changement dans sa conception, et par la suite fait face à des problèmes d'ordre financier. L'entreprise turque Ozgün a obtenu un prolongement du délai de réalisation et de livraison dudit projet jusqu'à 2019. Pour rappel, le montant initial alloué pour sa concrétisation, qui consiste en l'aménagement de la route actuelle en deux voies bidirectionnelles sur 7,6 km, est de cinq milliards de dinars. Cependant, le montant global s'élèveriait à plus de 12 milliards de dinars. Ce projet, qui comprend la réalisation de quatre ponts, des rocades, 17 dalots, 3 tunnels et 5 murs de soutènement, assurera une meilleure fluidité de la circulation avec la wilaya limitrophe de Sétif et désengorgera la RN 09

Hocine Cherfa

Actuellement soumis à des experts et des universitaires de l'ENA

Le projet du code des collectivités locales est quasiment prêt

Le projet du code des collectivités locales est prêt à 90%, selon les déclarations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui. Les nouvelles dispositions vont doter les collectivités locales d'un nouvel arsenal réglementaire.

Ph/D. R.

Par Louiza Ait Ramdane

«*Dans une avant-dernière étape, le projet a été soumis à des experts et des universitaires de l'Ecole nationale d'administration qui ont formulé des propositions que nous examinerons au niveau de notre département et élargir son examen au niveau des wilayas et communes en prenant certaines des propositions avancées par des universitaires constitutionnalistes ayant une relation avec le projet du code des collectivités locales*», a déclaré le ministre de l'Intérieur en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Saïda, soulignant que le taux d'avancement de ce projet est estimé à 90%. Le ministre a également fait état de «*l'élaboration, en concertation avec le ministère des Finances, d'un projet relatif aux nouveaux mécanismes de recouvrement fiscal au niveau des communes qui sera intégré au code des collectivités locales pour promouvoir le recouvrement fiscal au niveau des communes*». Sur ce point, le ministre a fait savoir qu'un déficit est relevé en matière de recouvrement fiscal au niveau des communes. Il a signalé que depuis un an, des équipes ont été envoyées dans plusieurs pays pour s'informer et s'imprégner des expériences en matière de recouvrement fiscal au niveau de la collectivité locale.

Pour Nouredine Bedoui, «*la priorité du responsable local est de créer de l'emploi. Le président de l'APC doit disposer de la liste des demandeurs d'emploi de sa commune et leurs niveaux fournis par les agences de l'emploi* ». Le ministre de l'Intérieur a appelé les responsables locaux à tenir des rencontres avec la société civile au niveau des communes pour fixer les priorités, discuter des points positifs et évaluer les réalisations. «*Cette communication institutionnelle avec la société civile doit être instituée*», a-t-il préconisé.

Il a également appelé la société civile à accompagner la dynamique de développement local car, aucun programme ne peut réussir sans un accompagnement participatif de la société civile par sa prise de conscience, sa vision et ses propositions. Par ailleurs, le ministre a souligné que le président de la République a décidé que la démocratie participative, prescrite dans la Constitution, aura toute son importance à l'avenir. «*La conjugaison des efforts de l'élu au niveau local, du responsable administratif et des représentants de la société civile nous permettront d'éviter de commettre des erreurs*», a-t-il ajouté. Enfin, le ministre a annoncé, lors de cette rencontre qu'une enveloppe financière a été allouée à la wilaya de Saïda pour la concrétisation des actions de développement dans plusieurs secteurs dont l'aménagement, les travaux publics et l'électrification rurale. Il a également demandé aux responsables locaux d'établir un dossier technique pour raccorder la wilaya de Saïda à l'autoroute Est-Ouest.

S'agissant du projet de la police communale, Nouredine Bedoui a signalé que celui-ci est à l'étude et nécessite la mise en place de moyens.

L. A. R.

Surveillance des élections

La HIISE adopte son futur plan d'action

La commission permanente de la Haute instance indépendante de surveillances des élections (HIISE) a adopté son «*futur plan d'action*», notamment en matière de formation et de communication à l'adresse des médias et de la société civile, a indiqué, mercredi, un communiqué de cette instance. Ce plan d'action intervient suite à une série de réunions tenues par ladite instance, sous la présidence de Abdelwahab Derbal, président de la HIISE, et qui ont permis de procéder à l'évaluation des actions de l'Instance lors des étapes précédentes.

Dans ce cadre, il a été procédé à «*l'examen et la programmation des dossiers de la formation en rapport avec les mécanismes de surveillance des élections, de la promotion de la communication de l'Instance à l'adresse des médias, ainsi que de son ouverture sur les acteurs de la société civile en matière de sensibilisation et de prise de conscience sur la nécessité de contribuer à la vulgarisation de la culture électorale parmi les citoyens*».

Par ailleurs, l'Instance a mis en avant son attachement à «*rester à l'écoute des formations politiques, en vue d'adopter une plateforme commune pour la surveillance des élections et parvenir, partant, à des élections rassurantes en termes de probité et transparence, étant un engagement constitutionnel de l'Instance et une exigence politique authentique*». Tout en réaffirmant «*son entière disposition à honorer ses missions constitutionnelles en termes de surveillance des élections, l'Instance est ouverte à toute proposition constructive*», conclut le communiqué.

Safy T./APS

LA QUESTION DU JOUR

Trump à nouveau prend son monde au dépourvu

Suite de la page une

Comme, de plus, les anti-Trump sont des anti-Poutine, et même pour bon nombre d'entre eux des antirusses, la perspective qu'il suffit aux deux hommes d'afficher une deuxième fois leur bonne intelligence pour que les électeurs penchent pour l'essentiel d'un côté plutôt que d'un autre, doit leur être littéralement intolérable. Le chef du renseignement américain a en réalité failli tomber de sa chaise quand il a pris connaissance de l'invitation de Trump faite à Poutine. Quoi ! ses services accusent la Russie de s'être ingérée dans l'élection de 2016, et Trump ne trouve rien de mieux à faire que de demander à Poutine de venir l'aider à gagner pour son camp celles de novembre prochain ! Ce n'est plus de meddling (ingérence) qu'il faut parler, mais de chambardement, de révolution, de renversement des valeurs. Certes, il n'est pas certain que la visite de Poutine ait lieu, et moins encore en automne, au beau milieu des élections de mi-mandat. Les démocrates cherchaient, et avec quel acharnement, à apporter la preuve que ce sont les Russes qui ont fait élire Trump, et non pas les électeurs américains, et que voit-on ? Trump qui demande à Poutine de venir en quelque sorte faire campagne avec lui. En tout cas, ça y ressemble assez. Quelque chose qu'évidemment il n'aurait jamais fait s'il avait pensé que cela causerait du tort à son camp, et par ricochet à lui. Qu'est-ce qui est le plus grave : abonder dans le sens de Poutine à Helsinki, qui a nié toute ingérence dans la présidentielle de 2016, ou l'inviter en pleines campagnes électorales parce que sa présence est considérée comme un atout dans ce contexte précis? Sans doute Trump n'a-t-il pas l'intention de lui demander de payer de sa personne, d'intervenir dans des meetings. Mais il pense sans doute ne pas avoir à pousser le bouchon jusque-là. Il lui suffit que les électeurs américains voient combien il est en bons termes avec le président de l'autre superpuissance, qu'ils se rendent compte en quelque sorte de visu que ce n'est pas sous sa présidence qu'ils risquent de voir les relations avec elle se détériorer dangereusement, et son but sera peut-être atteint.

M. H.

Consensus national

Ould Abbès émet «des réserves» sur l'initiative du MSP

Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès, a émis, mardi à Alger, «des réserves» sur l'initiative du consensus national lancée par le Mouvement de la société pour la paix (MSP), car contenant des idées et positions contraires aux orientations du parti.

Par Fatah G.

Ph/D. R.

Lors d'une conférence de presse conjointe au terme de sa rencontre avec le président du MSP, Abderrezak Mokri, à laquelle ont pris part plusieurs cadres des deux partis, M. Ould Abbès a indiqué que «*cette rencontre constitue un tournant positif dans la relation entre les deux partis*», ajoutant que «*le FLN a émis des réserves quant aux termes utilisés dans l'initiative sur le consensus national concernant la transition démocratique et le rôle de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la vie politique*». Le SG du FLN appelle à éviter de telles idées pour parvenir à «*un consensus entre les deux partis*», ajoutant que le fait de parler de «*transition démocratique en Algérie signifie que notre pays ne connaît pas de démocratie et annule toutes les étapes de la construction démocratique dont le MSP a fait partie*». «*Le rôle de l'armée est défini dans la Constitution algérienne et nous sommes attachés à la Constitution*», a-t-il dit. En dépit de ces réserves, les responsables des deux partis ont convenu de «*poursuivre le dialogue et le débat concernant les thèmes importants qui figurent au programme du FLN et qui servent l'intérêt général*», a ajouté M. Ould Abbès. Abordant le volet économique, les deux parties ont souligné qu'une «*force vive*» s'impose pour relancer l'économie nationale. Dans le même contexte, il a annoncé la tenue de rencontres devant réunir «*dans les prochains jours*» le FLN avec certains partis politiques «*à la demande de ce dernier*», outre des rencontres avec des organisations de masse et de la société civile. De son côté, M. Mokri a exprimé son point de vue quant «*aux réserves*» du FLN, soulignant que «*la transition démocratique ne signifie pas forcément une période transitoire mais la transition d'une situation à une situation dans les délais démocratiques*», ajoutant que l'élection présidentielle constitue une occasion pour réaliser le consensus national et que leur initiative n'a pas évoqué des personnalités potentiellement choisies à diriger ce consensus. Concernant l'appel lancé à l'adresse de l'institution militaire à l'effet d'intervenir dans la vie politique, il a précisé que l'initiative de «*son mouvement appelle toutes les forces politiques en Algérie à contribuer à ce consensus national pour sa réussite dans le cadre constitutionnel*». M. Mokri a indiqué que l'initiative de sa formation politique est une initiative «nationale *et n'a aucune relation avec l'intérêt du parti et nous n'avons mené aucun débat secret avec aucune partie que ce soit*», ajoutant que «*cette initiative repose sur le volet économique d'autant que la crise économique que vit l'Algérie est susceptible d'impacter la stabilité politique et sociale*». Il a ajouté que «*la mission du gouvernement d'après 2019 sera très difficile et il faut donner de l'espoir aux Algériens à travers l'unité pour faire face à la crise*». Répondant à une question sur l'appel du FLN au Président Bouteflika à se présenter à la présidentielle de 2019, M. Mokri a qualifié cet appel d'«*ordinaire*», précisant que «*les autres partis politiques ne sont pas tenus de soutenir le candidat du FLN*». S'agissant de la réunion de lundi avec la direction du Front des forces socialistes (FFS), le président du MSP a fait savoir que «*les points de vues des deux partis sont totalement convergents concernant l'impératif du consensus national*», qualifiant ce parti d'«*allié politique*». Par ailleurs, il a souligné que son mouvement et le FLN étaient «*liés par la ligne nationale et d'accord sur les bases mais n'ont pas la même orientation politique*».

F. G./APS

Noureddine Bedoui :

«Tout programme n'émanant pas de la commune ne peut aboutir sur le terrain»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, a estimé, mardi à Saïda, que «*tout programme ou stratégie n'émanant pas de la commune ne peut aboutir sur le terrain*». Lors de sa rencontre avec des représentants de la société civile au théâtre régional «Sirat-Boumediene» de Saïda, le ministre a précisé que «*toutes les stratégies mises en place par l'Etat, si elles ne bénéficient pas de l'attention voulue au niveau de la cellule de base qu'est la commune, ne peuvent être concrétisées sur le terrain et ne peuvent réussir au niveau national*». Dans ce sillage, Noureddine Bedoui a ajouté que «*chaque commune possède ses propres caractéristiques, ses richesses et ses composantes que seuls connaissent les responsables locaux, notamment le président de l'APC, le wali, le président de l'APW*». «*Les autorités centrales et gouvernementales doivent accompagner cette dynamique et la soutenir en capacités requises à sa concrétisation*», a-t-il ajouté. Pour Noureddine Bedoui, «*la priorité du responsable local est de créer de l'emploi. Le président de l'APC doit disposer de la liste des demandeurs d'emploi de sa commune et leurs niveaux fournis par les agences de l'emploi*». Le ministre de l'Intérieur a appelé les responsables locaux à tenir des rencontres avec la société civile au niveau des communes pour fixer les priorités, discuter des points positifs et évaluer les réalisations. «*Cette communication institutionnelle avec la société civile doit être instituée*», a-t-il préconisé. Il a également appelé la société civile à accompagner la dynamique de développement local, car aucun programme ne peut réussir sans un accompagnement participatif de la société civile par sa prise de conscience, sa vision et ses propositions. Par ailleurs, le ministre a souligné que le président de la République a décidé que la démocratie participative, prescrite dans la Constitution, aura toute son importance à l'avenir. «*La conjugaison des efforts de l'élu au niveau local, du responsable administratif et des représentants de la société civile nous permettront d'éviter de commettre des erreurs*», a-t-il ajouté. Enfin, le ministre a annoncé, lors de cette rencontre, qu'une enveloppe financière a été allouée à la wilaya de Saïda pour la concrétisation des actions de développement dans plusieurs secteurs dont l'aménagement, les travaux publics et l'électrification rurale. Il a également demandé les responsables locaux à établir un dossier technique pour raccorder la wilaya de Saïda à l'autoroute Est-Ouest.

L. M.

Pénétrante autoroutière Djendjen-El Eulma

Zaâlane : parachèvement «fin 2019» des travaux

Le ministre des Travaux Publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a fixé à «*fin 2019*» le parachèvement des travaux de réalisation de la pénétrante Djendjen-El Eulma de l'autoroute Est-ouest. Dans une rencontre de presse animée sur le chantier de réalisation d'un tunnel à Texenna dans le cadre de ce même projet, le ministre a indiqué que cette pénétrante qui fait partie de 13 voies similaires à travers le pays, s'étend sur 110 km et traverse les trois wilayas de Jijel, Mila et Sétif par El Eulma. De grands efforts sont actuellement déployés pour réceptionner le projet dans le délai, a ajouté le ministre qui a estimé que cette voie est «*la plus difficile des pénétrantes*» à cause du relief accidenté exigeant d'énormes sommes et des efforts intenses pour réaliser surtout des ouvrages d'art et libérer le tracé. Il a également assuré que toutes les entraves ont été levées et le problème des redevances des entreprises de réalisation a été réglé en application, a-t-il affirmé, des instructions du président de la République Abdelaziz Bouteflika, ordonnant l'accélération de la régularisation des redevances des entreprises de réalisation à travers le pays, permettant ainsi la dynamisation du chantier de cette pénétrante. Dans la commune de Kaous, sur le point kilométrique 15 de cette pénétrante, le ministre a préconisé l'intensification des efforts en saisissant l'opportunité de conditions favorables de l'été pour accélérer la cadence des travaux. Sur site, le ministre a convenu avec le groupement d'entreprises en charge de la réalisation de livrer le tronçon de 13 km vers le port de Djendjen «*fin 2018*» et a insisté sur l'accélération des travaux des autres parties de la pénétrante dont 45 km se trouvent sur le territoire de la wilaya de Jijel. Signalant l'impact positif de cette route sur le plan socio-économique pour les centaines de mechtas situées le long de son tracé, M. Zaâlane a également mis l'accent sur l'importance du port «*structurant*» de Jijel qui constitue une zone de transit et dispose de deux pôles sidérurgique et agroalimentaire générateurs de richesses et d'emplois. Retenu dans le cadre de la vision prospective du président de la République Abdelaziz Bouteflika, ce projet, a ajouté M. Zaâlane, ouvre «*un avenir prometteur*» pour cette wilaya pour laquelle il représente «*un important acquis*», notamment en cette période de difficultés financières qui exigent d'en hâter les travaux. Le ministre a rappelé les diverses opérations de proximité portant sur la réhabilitation des chemins communaux et de wilaya ayant mobilisé au cours des dernières années 64 milliards DA en vue de désenclaver les zones rurales et en fixer la population par l'amélioration de leurs conditions de vie.

Hania F.

Logistique

Écarts de performance entre les économies avancées et les pays en développement

L'écart de performance en termes de logistique se maintient entre les pays développés et les pays en développement, selon l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, publié sur son site web.

Par Faiza. O.

Ph.> D. R.

Le rapport évalue les pays selon plusieurs indicateurs. Il tient notamment compte des compétences logistiques, de la qualité de l'infrastructure commerciale, du prix des envois internationaux et du respect des délais de livraison. «*Ces données permettent aux pays d'évaluer les progrès accomplis au fil du temps et de comparer leurs performances à celles de pays similaires*», soulignent les experts de l'institution financière. Le secteur, qui pèse 4 300 milliards de dollars et qui est présent dans la quasi-totalité des pays de la planète, est le réseau de services qui permet le déplacement physique des produits tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales. «*Il regroupe toute une palette d'activités* (transport, stockage, courtage, livraison express, opérations dans les terminaux, et même gestion des données et des informations). L'efficacité avec laquelle les marchandises peuvent transiter par ces systèmes jusqu'à leur destination finale constitue un déterminant essentiel des opportunités commerciales d'un pays. Les auteurs du rapport précisent que l'indice de performance logistique qui s'appuie sur des enquêtes auprès des professionnels du secteur, analyse sous deux angles les performances d'un pays. Le premier c'est l'indice de performance intérieur qui présente une évaluation quantitative et qualitative des services selon le point de vue des professionnels de la logistique du pays. Cette composante donne des informations détaillées sur l'infrastructure d'un pays, la qualité de ses prestataires de services, ses procédures douanières et la fiabilité de sa chaîne d'approvisionnement. Le second, c'est l'indice de performance international. Il évalue les services selon les professionnels de la logistique situés hors du pays. Cette composante donne des informations qualitatives sur la façon dont les partenaires commerciaux d'un pays perçoivent l'efficacité et la qualité de ses services logistiques. Le Groupe de la Banque mondiale évalue les pays sur la base de ces critères tous les deux ans depuis la première édition de Connecting to Compete, parue en 2007. Les pays à revenu élevé, en particulier ceux d'Europe occidentale, demeurent les leaders mondiaux de la logistique. Leur note est supérieure de 48%, en moyenne, à celle des pays à faible revenu. Sur les 30 premiers pays les plus performants, 24 sont membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). «*On constate que la plupart des pays réforment leur secteur de la logistique, notamment en construisant des infrastructures et en facilitant les échanges*», explique Jean-François Arvis, économiste au Groupe de la Banque mondiale et co-auteur du rapport. «*Malgré ces efforts de modernisation de leurs services, les pays en développement continuent de se heurter à de nombreux problèmes. C'est ce qui explique la persistance d'un écart entre pays à revenu élevé et pays à faible revenu en termes de performance logistique*». Le rapport affirme toutefois que le revenu n'est pas l'unique déterminant du score d'un pays. Le Viet Nam, la Thaïlande, le Rwanda, la Chine et l'Inde, enregistrent tous des résultats supérieurs à ceux de la catégorie de revenu à laquelle ils appartiennent. Parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, ce sont les grandes économies comme l'Inde et l'Indonésie, ainsi que les économies émergentes telles que le Viet Nam et la Côte d'Ivoire, qui affichent les meilleurs résultats. La plupart de ces pays soit disposent d'un accès à des ports maritimes, ou à d'importantes plateformes de transport internationales. Quant aux dix pays les moins performants ils sont essentiellement des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Il s'agit soit d'économies fragiles touchées par un conflit armé ou une catastrophe naturelle, soit de pays politiquement instables ou enclavés, qui ne peuvent pas tirer parti de leur position géographique ou d'économies d'échelle pour rejoindre les chaînes d'approvisionnement mondiales. Le rapport prévient que le plus grand nombre de pays perçoivent les menaces en matière de cyber sécurité comme un risque pour la logistique. Cependant, si 78% des pays à revenu élevé sont aujourd'hui mieux préparés, ce n'est le cas que de 26% seulement des pays à faible revenu. Le rapport résume que la croissance économique et la compétitivité d'un pays sont tributaires de sa performance logistique du fait que le commerce international repose sur les services logistiques. «*Avec la dispersion croissante des chaînes d'approvisionnement dans le monde, la participation d'un pays à l'économie mondiale dépend de la qualité de ses services logistiques*», a souligné Caroline Freund, directrice au pôle mondial d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement du Groupe de la Banque mondiale. «*Lorsque la logistique est inefficiente, le coût de la pratique des affaires augmente et les perspectives d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales diminuent*», explique le rapport. Aussi, les conséquences peuvent être particulièrement lourdes pour les pays en développement qui cherchent à se faire une place sur le marché mondial. Concernant l'intérêt de cette étude biannuelle, le rapport explique que l'indice de performance logistique permet aux décideurs de mieux comprendre le lien entre logistique, échanges et croissance, et de déterminer quelles mesures adopter pour faire face à la concurrence mondiale.

F. O./APS

Pétrole

Le Brent dépasse les 74 dollars à Londres

Les cours du pétrole augmentaient hier en cours d'échanges européens avant les données hebdomadaires officielles sur les réserves américaines, la fédération professionnelle ayant déjà fait état d'une baisse des stocks de brut. En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 74,02 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 58 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance prenait 5 cents à 68,57 dollars. Les marchés attendent la publication en cours de séance des données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) sur les stocks de pétrole des Etats-Unis arrêtés au 20 juillet après les très fortes variations observées au cours des semaines précédentes. Les analystes tablent sur une baisse de 3 millions de barils des stocks de brut, de 1,1 million de barils des réserves d'essence et d'une hausse de 550 000 barils de celles d'autres produits distillés (fioul de chauffage et diesel), selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. «*Les marchés attendent une baisse qui compenserait la hausse inattendue de la semaine précédente, ce qui a déjà été reflété dans les données de* (la fédération professionnelle de l'API,) *l'American Petroleum Institute*», a commenté un analyste. L'API, dont les données sont jugées un peu moins fiables par les acteurs du marché, a fait état hier soir d'une baisse de 3,16 millions de barils des stocks de brut, ainsi que d'une baisse très marquée des stocks d'essence (-4,87 millions de barils). «*Avec la crainte d'une offre réduite aux Etats-Unis* (en raison de problèmes temporaires de logistique, ndlr), *il y a une légère fièvre d'achats, même si cette tendance peut vite s'inverser avec une volatilité très élevée sur le marché*», a commenté un autre analyste.

Assia D./ Agences

Europe

Accélération des crédits au secteur privé

La croissance des crédits accordés par les banques de la zone euro aux particuliers et aux entreprises de la région a accéléré en juin dernier, selon des chiffres publiés hier par la Banque centrale européenne (BCE). Les crédits aux entreprises non financières et aux ménages européens, ajustés de certaines opérations strictement financières, ont progressé de 3,5% en juin après 3,3% en mai et 3,0% en avril et en mars. Dans le détail, les prêts aux entreprises ont progressé de 4,1%, contre 3,7% en mai et 3,3% en avril et en mars. La progression de l'octroi de crédits aux ménages s'est stabilisée à 2,9%, comme en mai. En données non ajustées, moins représentatives des crédits véritablement accordés, les prêts aux ménages ont vu leur croissance ralentir à 2,9% après 3,0% en mai et 3,0% en avril. La croissance des crédits à la consommation a ralenti à +7,0% sur un an, contre +7,2% le mois précédent, tandis que les prêts immobiliers ont augmenté de 3,1%, comme en mai. La croissance de la masse monétaire M3, agrégat utilisé par la BCE comme un indicateur avancé de l'inflation, a accéléré à +4,4%, après +4,0% en mai et +3,8% en avril. La BCE a fait de la vitalité du crédit une priorité de sa politique depuis plusieurs années. Elle a amené ses taux d'intérêt au plus bas et a racheté pour plus de 2 400 milliards d'euros de dette publique et privée depuis mars 2015 (le «QE»), dans l'espoir que les liquidités injectées sur le marché soient redistribuées dans l'économie. Mais l'effet multiplicateur sur les prix se fait encore attendre. Si le taux d'inflation est remonté à 2% en juin, dépassant même l'objectif «*proche mais inférieur à 2%*» fixé par la BCE, une fois débarrassé de l'énergie et de l'alimentation, deux composantes très instables, il est descendu à 0,9% contre 1,1% le mois précédent, une tendance guère encourageante.

R. E.

Mila

18 milliards DA pour améliorer l'approvisionnement en eau de la wilaya

■ Le ministre des Ressources en eaux, Hocine Necib, a fait état à Mila de la mobilisation d'une enveloppe financière de 18 milliards DA pour améliorer l'approvisionnement en eau de la wilaya de Mila à vocation agricole.

Par Hocine A.

En marge de sa visite de travail, le ministre a précisé que ce montant représente le financement de la première phase des travaux d'amélioration de l'approvisionnement en eau des communes du Nord et Sud de cette wilaya à partir du barrage de Béni Haroun et sera suivi en 2019 d'une seconde phase d'opérations similaires au profit de six autres communes du Nord-ouest de Mila à partir du barrage de Tablout (Jijel). Selon les explications données à l'occasion au ministre, seule la commune d'Oued Nedja est alimentée en eau 24 heures sur 24, 14 le sont quotidiennement, 11 communes une fois chaque deux jours et 6 communes une fois chaque 3 jours. M. Necib a annoncé à l'occasion qu'une commission sera dépêchée *«la semaine prochaine»* pour accompagner la direction de wilaya du secteur dans l'élaboration des lignes maitresses du schéma directeur de gestion des opérations d'approvisionnement en eau potable afin de parvenir à *«une couverture totale de toute la population de la wilaya à des coûts raisonnables»*. Dans la région El Mekhoud à Azzaba Lotfi, le ministre a présidé la mise en service d'un tunnel de 4 km de pompage d'eau qui, a-t-il noté, représente *«l'ultime maillon du système de Béni Haroun initié par le président de la République Abdelaziz Bouteflika et permettant de doubler la capacité de pompage de 11,5 m³/seconde à 23 m³/seconde»*. Il a qualifié son inauguration de *«pas géant qui permettra de renforcer le débit d'eau potable en direction de 6 wilayas et d'irriguer 40 000 hectares de terres agricoles»*. Dans la commune de Chegara, le

ministre inauguré une station de pompage d'eau potable en rappelant que les travaux en cours pour la réhabilitation du système de distribution d'eau à travers les communes de la wilaya de Mila, retenue dans le cadre du programme d'urgence 2018, mobilise un montant de 600 millions DA devant avoir un grand impact positif. Considérant que la formation continue une valeur ajoutée pour la secteur des ressources en eau, le ministre a mis l'accent sur les efforts consentis par l'Etat pour valoriser toutes les ressources et soutenir le développement. A son arrivée dans la wilaya de Mila, le ministre a procédé à la mise en service du projet de transfert d'eau de la station de pompage de Béni Haroun vers la station de traitement des eaux d'Ain Tin sur une distance de 6 km.

H. A./APS

Tizi-Ouzou/Protection civile

Exercice de simulation d'«une chaîne de secours» en cas de catastrophe

Un exercice de simulation d'une *«chaîne de secours»* suite à une explosion suivie d'un effondrement d'immeuble a été organisé, mardi, par la Protection civile de Tizi-Ouzou, au niveau du lotissement Azlef, à la sortie Est de la ville. Enclenché de manière inopinée, cet exercice *«est destiné à mettre en condition nos éléments et tester nos capacités de réactions ainsi que celle des services partenaires, notamment, l'hôpital et les services de sécurité, en cas de réelle catastrophe»*, a déclaré le capitaine Kamel Bouchakor, communicant de la Protection civile. Il est, également, a-t-il dit *«une occasion de juger de notre aptitude à gérer une communication de crise de sorte à informer et rassurer la population en lui donnant l'information exacte pour éviter toute dramatisation ou usage excessif de fausses informations»*. Le scénario de la simulation consiste en *«une explosion provoquant un effondrement de l'immeuble, ce qui implique des victimes, blessées et décédées, qu'il faut secourir et aussi un bilan communiqué au fur et à mesure»*, a expliqué la même source. Entamé à 09h30 du matin, d'énormes moyens, humains et matériels, ont été mobilisés pour cet exercice, dont les ambulances, camions et engins anti-incendie de l'unité principale de Tizi-Ouzou, ceux de l'unité de Draa Ben-Kheda appelés en renfort et aussi les ambulances du CHU de la ville. Sur place, un poste médical avancé (PMA), animé par des médecins du SAMU et du CHU de la ville, a été installé pour prodiguer les premiers secours et faire le tri des victimes que des dizaines d'agents de la protection civile s'exercent à évacuer. «Cela permettra de mettre en conditions nos éléments et de tester leur maîtrise des techniques de dégagements et de secours des victimes sur place *et leur prodiguer les soins d'urgence»*, a précisé le lieutenant Bouyahyaoui Ahcène, chef d'unité principale de Tizi-Ouzou et responsable de l'opération. Jugeant l'exercice *«concluant dans l'ensemble»*, mais ayant, néanmoins, *«laissé apparaitre quelques petites défaillances dues à l'effet de spontanéité et de surprise»*, le même responsable a assuré que *«celles-ci seraient prises en charge de manière à les anticiper et les parfaire»*. De son côté, le Dr Nemmar Abderrahmane, directeur des activités médicales et paramédicales au niveau du CHU Nedir-Mohamed, a indiqué que *«cet exercice est utile pour tester la capacité de réaction et de mobilisation de nos services face à une réelle catastrophe en suivant la chaîne de secours, du lieu de la catastrophe jusqu'à l'intérieur des services»*.

S.H.

Oran

Réception de 34 établissements scolaires à la prochaine rentrée

Au total, 34 établissements scolaires des trois paliers seront réceptionnés et ouverts dès la prochaine rentrée scolaire dans la wilaya d'Oran, a indiqué le wali, Mouloud Chérifi, lors d'une cérémonie en l'honneur des lauréats des examens de fin d'année scolaire (fin du cycle primaire, BEM et baccalauréat).

Le wali a souligné que le secteur de l'éducation sera renforcé par 34 établissements scolaires permettant d'améliorer la scolarisation à travers la wilaya surtout les nouvelles cités d'habitation. Il s'agit de 24 groupes scolaires et le restant répartis entre CEM et lycées devant contribuer à alléger la pression sur les classes d'établissements surchargées et utilisées en double vacation, a-t-on appris des responsables de la direction de l'éducation.

Ce secteur dispose à Oran de 539 groupes scolaires, 169 CEM et de 81 lycées. Cette cérémonie, organisée lundi soir, a permis d'honorer 91 élèves lauréats des examens de fin d'année des trois paliers dont 43 dans le cycle primaire, 29 et 19 dans les cycles moyen et secondaire respectivement.

Pour rappel, le taux de réussite dans les examens de fin du cycle primaire a atteint dans la wilaya d'Oran 86,16%, au BEM 58,24% et au baccalauréat 58,10%.

F. K.

Biskra

Près de 26 millions de dinars pour l'amélioration de l'AEP

Un montant de 25.9 millions de dinars a été dégagé pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) de la ville de Biskra, a révélé le directeur local des Ressources en eau, Belaid Mzarket.

Les multiples opérations programmées à cet effet visent le renouvellement des réseaux d'eau potable de quatre (4) groupes d'habitation situés dans la partie nord de la capitale des Ziban, à savoir les quartiers d'El Fadjr, Merzoug, Houhou et Ouled Ogab, a-t-il indiqué. Financé dans le cadre du plan communal de développement 2018, ce projet porte sur l'extension des différents canaux sur une distance de 6 300 mètres linéaires dont 1200 mètres rien que pour la conduite principale, a précisé le responsable. Toutes les procédures administratives et techniques relative à ce projet y compris la désignation de l'entreprise chargée des travaux sont en cours de finalisation, a-t-il fait remarquer.

Cette opération va permettre d'améliorer l'AEP au profit de 5 600 personnes habitants en plus de réduire les pertes et de réparer les pannes observées sur le réseau, a indiqué M. Mzarket. La livraison de toutes ces opérations est prévue *«pour la fin du troisième trimestre de l'année en cours»*, a-t-on indiqué.

R.R.

Tissemsilt

Relogement de 120 familles à Theniet El Had

Quelque 120 familles résidant dans des habitations précaires de la commune de Theniet El Had (Tissemsilt) ont été relogées au titre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP), a-t-on appris auprès de la direction de l'habitat. Cette opération a touché des familles résidant dans un vieux quartier «El Hakam», relogées dans de nouveaux logements, dotés de toutes les commodités, implantés à la nouvelle ZHUN de Sidi Bendjelloul. L'opération s'est déroulée dans de bonnes conditions a la faveur des moyens humains et matériels mobilisés à cet effet. Les habitations précaires ont été démolies et l'assiette foncière récupérée pour abriter des projets d'intérêt public. La direction de l'habitat prévoit une autre opération similaire ciblant 40 familles vivant dans des conditions précaires dans la même commune de Theniet El Had. Celle-ci a bénéficié, depuis le quinquennat 2005-2009 et jusqu'à la fin du premier semestre de l'année en cours, de plus de 2 000 logements dont 200 réceptionnés à ce jour, rappelle-t-on.

APS

Maroc

Des mineurs errants à Paris, des centaines placés en garde à vue

■ *Des mineurs marocains sont en errance dans un quartier du nord de la capitale française, où 813 d'entre eux ont été placés en garde à vue en 2017 et 482 déférés au parquet, a-t-on rapporté de sources médiatiques.*

Par Sara H.

Ce sont des enfants des rues, souvent incontrôlables, des jeunes sans-papiers, parfois source de troubles, dans le quartier multiculturel de la Goutte d'Or, dans le nord de Paris. Leur situation inquiète les autorités depuis l'arrivée des premiers mineurs en 2016. Souvent très jeunes, abîmés par la drogue et agressifs, ils vivent de larcins et dorment dans des squares, refusant toute main tendue, a rapporté l'AFP. «*Ces jeunes représentent une part très importante de l'activité de la permanence pénale du parquet des mineurs de Paris puisque 813 d'entre eux ont été placés en garde à vue en 2017 et 482 ont été déférés au parquet. Ils refusent en général les prises en charge et fuguent des dispositifs de placement*», a précisé le ministère de la Justice français. Selon des informations rapportées par la presse française, des policiers marocains sont «*en mission*» depuis le 18 juin à Paris pour «*identifier, en vue de leur éventuel rapatriement, ces mineurs marocains en errance dans la capitale française, dont la prise en charge inquiète les autorités*». Selon le ministère français de la Justice, «*cette mission se donne pour objectifs de réaliser, sous l'autorité et avec l'appui des services de police et de justice français, l'identification des jeunes placés en garde à vue ou présentés à un juge*». Elle tentera de «*rétablir, en lien avec les autorités au Maroc, les liens familiaux, et quand cela s'avérera possible, d'envisager le retour de ces jeunes au Maroc*». L'envoi de ces fonctionnaires marocains dans la capitale française suscite néanmoins de vives critiques dans les rangs des défenseurs des mineurs étrangers. Ils s'interrogent, en effet, et en particulier, sur le devenir de ces enfants et adolescents si ces derniers retournaient chez eux. Selon les associations, certains de ces jeunes auraient été victimes de violences dans leur famille, voire victimes de réseaux de traite d'êtres humains. La présence de cette équipe en France suscite des réactions mitigées de la société civile au Maroc qui compte 25 000 enfants des rues, la plupart dans les grandes villes. Isolés après un drame familial, le décès des parents ou une misère profonde, ces enfants arrivés en ville se déplacent en bande et se laissent peu approcher. Le tissu associatif marocain a bien du mal à les réinsérer, souvent violents, toxicomanes et sans aucune attache. Une étude publique publiée en mai 2018 «Profil de la pauvreté des enfants au Maroc», assure: «*Avec plus du tiers de la population âgée de moins de 18 ans* (11 millions selon le recensement général de la population et de l'habitat de 2014 du HCP)*, la population marocaine est jeune et a un fort potentiel*». Dans cette étude, l'Observatoire national du développement humain a révélé les conclusions de son enquête sur la pauvreté multidimensionnelle chez les enfants, prenant en compte plusieurs indicateurs comme la nutrition, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, la mortalité infantile ou encore la scolarité. En somme, des données inquiétantes, au-delà de la pauvreté monétaire, et qui montrent que ce «*fort potentiel*» risque de se transformer en bombe à retardement sociale au vu de la réalité socio-économique de l'enfance au Maroc.

S. H./ APS

Tunisie

Nomination d'un nouveau ministre de l'Intérieur

LE CHEF du gouvernement tunisien, Youssef Chahed, a nommé mardi Hichem Fourati nouveau ministre de l'Intérieur, a annoncé la présidence du gouvernement dans un communiqué rendu public mardi soir. Hichem Fourati occupait depuis 1996 le poste de conseiller des services publics au ministère de l'Intérieur et assumait également les fonctions de chef de cabinet du ministre de l'Intérieur depuis février 2015. Il remplace, au ministère de l'Intérieur, Ghazi Jribi qui assurait l'intérim après le limogeage de Lotfi Brahem le 6 juin dernier.

R. M.

Libye

L'Italie prête à renforcer son soutien pour contrôler les migrations

L'Italie est prête à renforcer son soutien à la Libye pour contrôler davantage les vagues de migration vers l'Europe, a déclaré mardi la ministre italienne de la Défense, Elisabetta Trenta, après sa visite en Libye. «*L'Italie et la Libye partagent la même maison, la Méditerranée, les même ressources, mais également les mêmes problèmes, dont les migrations font clairement partie*», a indiqué Mme Trenta lors d'une conférence de presse organisée mardi soir à l'aéroport Ciampino de Rome. Elle a déclaré que l'immigration incontrôlée et le terrorisme étaient «*les deux faces d'une même pièce*». «*Nous savons qu'il y a un risque, bien que minimal, que des terroristes puissent arriver* (en Italie) *via des vagues de migration incontrôlées*», a soutenu Mme Trenta. «*C'est pourquoi l'Italie fournira à la Libye tout le soutien nécessaire au renforcement de ses capacités opérationnelles*», a-t-elle ajouté. La ministre s'est entretenue à Tripoli avec son homologue libyen Najim Owida ainsi qu'avec Fayez al-Sarraj, chef du gouvernement d'union nationale soutenu par les Nations unies. Elle a confirmé au Premier ministre libyen «*la volonté de l'Italie de commencer des activités, conformément aux besoins et demandes du peuple libyen, visant à stabiliser la situation sécuritaire interne du pays, et par conséquent, à renforcer sa souveraineté*», selon un communiqué du ministère de la Défense. Mme Trenta a effectué lundi une brève visite du même ordre en Tunisie, pour évoquer les migrations avec le président Béji Caïd Essebsi et le ministre de la Défense Abdelkarim Zbidi à Tunis. Selon les médias italiens citant des sources ministérielles, ces deux voyages font parties d'une «*action coordonnée*». L'Italie a commencé à soutenir systématiquement les garde-côtes libyens avec des fonds et des moyens maritimes depuis la mi-2017, après la signature par le précédent gouvernement de centre-gauche d'un accord avec les autorités libyennes, et travaille pour empêcher les migrants et les demandeurs d'asile de traverser la Méditerranée. Entre le début de l'année et le 24 juillet, le pays a enregistré 18 048 arrivées par la mer, dont 12 088 en provenance de Libye, soit une baisse de 80% par rapport à la même période en 2016 et en 2017, selon les données du ministère de l'Intérieur.

Farid M.

Mauritanie

Shell décroche deux contrats

Le gouvernement mauritanien a signé à Nouakchott avec la compagnie pétrolière Shell deux contrats d'exploration et de production. Ces derniers concernent l'offshore du bassin côtier mauritanien de l'océan Atlantique et s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat stratégique entre les deux parties. La compagnie pétrolière Shell opérera désormais en Mauritanie, puisque le géant pétrolier anglo-néerlandais a signé deux contrats contrat d'exploration-production (CEP) avec le gouvernement mauritanien. D'après Mohamed Abdel Vetah, ministre mauritanien du Pétrole, de l'Energie et des Mines, la signature de ces contrats qui portent sur l'offshore du bassin côtier mauritanien de l'océan Atlantique, s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique entre les deux parties. Abdel Vetah a indiqué qu'avec ces contrats, la Mauritanie se trouve ainsi liée avec 4 des plus grandes firmes mondiales du secteur : l'américain Exxon Mobil, le britannique British Petroleum, le français Total et Shell. Ainsi, la Mauritanie «*confirme à nouveau sa position en tant que destination privilégiée pour les grands investissements dans les projets économiques de long terme*», a déclaré le ministre Mohamed Abdel Vetah. Cette position de la Mauritanie s'explique par un «*cadre légal et attractif dans un environnement marqué par la sécurité et un climat d'affaires compétitif et stable*», a-t-il ajouté. Notons que suite à cette signature, et après les visas des autorités mauritaniennes, Shell ouvrira un bureau à Nouakchott et lancera ses activités d'exploration. Pour sa part, Andrew Brown, directeur exécutif de Shell, a indiqué que ces deux contrats signent l'entrée effective dans le bassin d'exploration de la bordure atlantique de l'Afrique de l'Ouest. Andrew Brown a assuré que sa société apportera son expertise et son savoir-faire pour aider les autorités mauritaniennes au développement du secteur énergétique du pays.

Agences

Pakistan

Attentat-suicide meurtrier durant les élections législatives

Les Pakistanais votaient hier pour des législatives sous haute tension qui pourraient voir l'ex-champion de cricket Imran Khan, accéder au pouvoir, un scrutin endeuillé dès la matinée par un sanglant attentat-suicide.

Par Rosa C.

L'attaque, revendiquée par le groupe État islamique, a fait au moins 30 morts et des dizaines de blessés près d'un bureau de vote de Quetta (sud-ouest).

Il a encore assombri un scrutin marqué par de précédentes attaques et de lourdes accusations d'interférence de l'armée dans la campagne électorale, ainsi que par une visibilité accrue des partis religieux extrémistes.

Les élections de hier, placées sous très haute sécurité, ne représentent que la seconde transition démocratique d'un gouvernement civil à un autre dans ce jeune pays au passé ponctué de coups d'État militaires et d'assassinats politiques. Le Pakistan, puissance nucléaire, a été dirigé par son armée pendant près de la moitié de ses 71 ans d'histoire. Quelque 106 millions d'électeurs, sur une population de 207 millions de personnes, sont appelés aux urnes dans plus de 85 000 bureaux de vote. La campagne, brève et acrimonieuse, a été dépeinte par certains observateurs comme l'une des plus «sales» de son histoire en raison de nombreuses manipulations présumées, censées favoriser l'ex-champion de cricket Imran Khan et son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI). Les analystes estiment cependant que le jeu reste largement «*ouvert*». L'autre principal prétendant au poste de Premier ministre est Shahbaz Sharif, frère de l'ancien chef du gouvernement Nawaz Sharif, à la tête du parti PML-N.

Imran Khan a voté en milieu de journée à Bani Gala, près d'Islamabad: «*Il s'agit de l'une des élections les plus cruciales de l'histoire du Pakistan. Il est grand temps de mettre à bas les partis qui ont tenu ce pays en otage pendant des années*», a-t-il dit. Son rival Shahbaz Sharif en a fait de même à Lahore, appelant à «*changer le destin du Pakistan*». Les électeurs se pressaient eux aussi en de longues queues devant les bureaux de vote, a constaté l'AFP. «*Nawaz Sharif a essayé de discréditer notre armée et par colère j'ai voté PTI*», a déclaré à l'AFP Khalid Mehmood, un homme de 72 ans dans un bureau de vote d'un quartier populaire de Lahore. Abdul Hassan, quinqagénaire Lahori, explique avoir au contraire voté pour le PML-N, qui a selon lui «*toujours accompli des choses*». Quelque 800 000 militaires et policiers ont été déployés pendant la journée pour assurer la sécurité du vote. La Commission électorale pakistanaise a par ailleurs octroyé aux gradés des pouvoirs judiciaires étendus à l'intérieur des bureaux de vote, suscitant l'inquiétude de certains observateurs.

Outre l'attentat de Quetta, un policier a été tué par une grenade dans un bureau de vote du district de Khuzdar au Baloutchistan, tandis qu'un militant du PTI a été tué dans un échange de tirs avec des partisans d'un parti rival à Swabi (nord-ouest), selon la police. Une série d'attentats avait déjà coûté la vie à quelque 180 personnes dont trois candidats lors de meetings électoraux à la mi-juillet. La situation sécuritaire du pays demeure néanmoins bien meilleure qu'il y a quelques années. Les électeurs, parmi lesquels près de 20 millions de primo-votants, doivent choisir un successeur au parti des Sharif, aux manettes depuis 2013.

Ph. > D. R.

Les chances d'Imran Khan de les déboulonner semblent meilleures que jamais. Connu comme ancien playboy en Occident, il se présente dans son pays sous un jour beaucoup plus conservateur sur un programme anti-corruption baptisé «La route vers un nouveau Pakistan». Mais il est aussi connu pour flirter avec des thèses extrémistes et accusé de bénéficier de l'appui en sous-main de la puissante armée. Cette dernière se défend de tout «*rôle direct*» dans les élections. Une troisième formation, le PPP de Bilawal Bhutto Zardari, fils de l'ex-Première ministre assassinée Benazir Bhutto, pourrait être appelée à former une coalition avec le vainqueur. Pour nombre d'analystes, le match apparaît à ce stade trop serré et la situation politique trop embrouillée pour pouvoir livrer un pronostic fiable.

La campagne a aussi été marquée par un bras de fer entre l'armée et l'ancien Premier ministre Nawaz Sharif, destitué pour corruption il y a un an.

M. Sharif, actuellement emprisonné, l'accuse d'avoir tout fait pour nuire à son parti, y compris en forçant ses candidats à changer d'allégeance, pour le plus grand profit du PTI.

M. Sharif n'est pas le seul à incriminer l'armée: plusieurs grands médias pakistanais et militants politiques se sont plaints ces derniers mois d'avoir subi enlèvements, censure et menaces pour les forcer à infléchir leur couverture du PTI et du PML-N. Un centre de recherche a assimilé ces pressions à un «*putsch silencieux*» de l'armée.

Certains analystes ont par ailleurs exprimé la crainte de voir une partie de l'électorat, très polarisé, rejeter le résultat du vote et descendre dans la rue pour protester, faisant planer un risque d'instabilité, voire de violences dans le pays. **R. C.**

Points chauds

Menace

Par Fouzia Mahmoudi

Les Palestiniens avaient nourri de grands espoirs lors de la victoire de Barack Obama à l'élection présidentielle de 2008, voyant en lui la possibilité d'un avenir moins sombre. Mais le président Démocrate n'a pas été à la hauteur des attentes qui avaient été placées en lui et a quitté la Maison-Blanche sans avoir réussi à faire avancer le dossier israélo-palestinien. Et si du côté de Ghaza et de la Cisjordanie l'on se méfiait de Donald Trump au lendemain de sa victoire en 2016, les Palestiniens ne s'étaient certainement pas préparés à avoir un tel ennemi à Washington. Jamais en effet, une administration américaine n'avait été si ouvertement hostile à la cause palestinienne et surtout jamais autant d'appui n'avait été apporté à Israël dans sa volonté d'exterminer ce peuple dépossédé de sa terre il y a près de quatre-vingts ans et sans cesse maltraité et humilié depuis. Et aujourd'hui petit à petit les Palestiniens perdent chaque jour un peu plus du peu de soutien logistique qu'ils ont. L'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) a ainsi annoncé hier sa décision de licencier plus de 250 employés à Ghaza et en Cisjordanie, après les coupes drastiques de l'aide américaine à l'organisation internationale. Le porte-parole de l'UNRWA Chris Gunness a affirmé, dans un communiqué, que 154 employés palestiniens en Cisjordanie occupée et 113 dans la bande de Ghaza seraient licenciés, à la suite de ce gel qu'il a qualifié de «*menace existentielle*» pour l'agence. L'organisation fournira des contrats à temps partiel à plus de 500 autres employés à plein temps, a-t-il ajouté. Il s'agit de la première vague de licenciements depuis l'annonce en janvier par les États-Unis de leur décision d'octroyer 60 millions de dollars seulement cette année à l'agence, contre 360 millions l'année dernière. Les États-Unis, qui contribuaient à eux seuls à 30% des fonds de l'UNRWA, réclament une réforme de l'agence et conditionnent une reprise de l'aide à un retour des Palestiniens à la table des négociations avec Israël, suspendues depuis 2014. Après les réductions américaines, le directeur de l'agence onusienne, Pierre Krähenbühl, a exprimé son inquiétude et appelé les autres membres de l'ONU à contribuer davantage au budget de l'UNRWA. Établie en 1949, l'UNRWA apporte son aide à des millions de Palestiniens enregistrés comme réfugiés dans les Territoires palestiniens, en Jordanie, au Liban ou en Syrie, survivants ou descendants de Palestiniens ayant fui la première guerre israélo-arabe en 1948 qui a suivi la création de l'État d'Israël. Plus de 500 000 enfants étudient dans les écoles de l'UNRWA (54% de son budget vont à l'éducation) qui fournit aussi des soins et une aide sociale. L'agence emploie plus de 20 000 personnes au Proche-Orient, en majorité des Palestiniens. Ainsi, jamais les Palestiniens n'avaient été confrontés à une pire menace que celle que représente le gouvernement mené par Benyamin Netanyahu et Donald Trump. Reste à savoir si l'Europe, qui a toujours voulu jouer un rôle plus important au Proche-Orient, finira par se réveiller et à faire entendre sa voix pour stopper la folie grandissante de l'extrême droite israélienne alliée aux ultraconservateurs américains.

F. M.

Nouvelle-Zélande

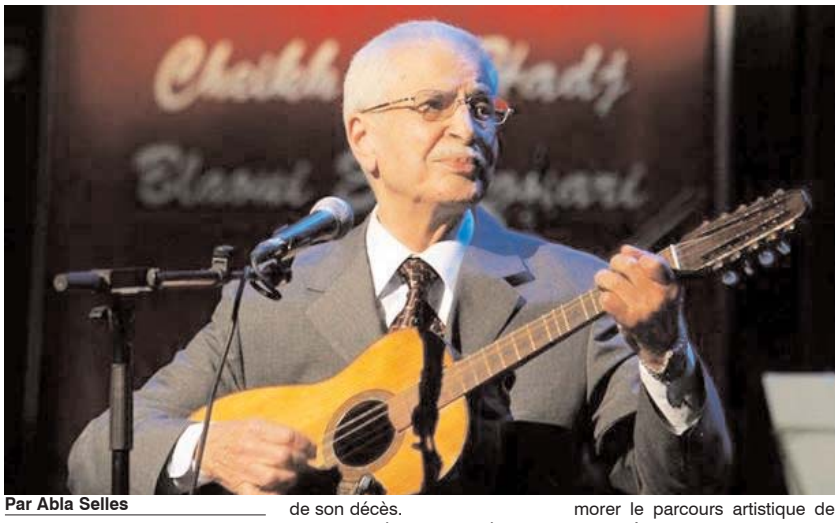
Le Parlement vote une loi sur un congé payé pour les victimes de violences conjugales

Le Parlement néo-zélandais a voté mercredi une loi créant un congé rémunéré spécifique de 10 jours pour les victimes de violences conjugales. La députée Jan Logie, élue du Parti vert, a expliqué que ce congé devait permettre aux victimes de «*mettre un terme aux violences et d'obtenir de l'aide sans craindre de perdre leur emploi*». «*C'est gagnant pour les victimes, gagnant pour les employeurs et gagnant pour la société*», a-t-elle déclaré après le vote de la loi par 63 voix contre 57. Avant la Nouvelle-Zélande, les Philippines avaient déjà créé en 2004 un congé de 10 jours pour les victimes de violences conjugales. Les statistiques montrent que la Nouvelle-Zélande est un des pays développés les plus touchés par les violences conjugales. Le taux d'homicide commis au sein de la famille est, per capita, plus de deux fois plus élevé dans cet Etat du Pacifique Sud qu'en Australie, au Canada ou en Grande-Bretagne. Mme Logie, qui appartient à la coalition de centre-gauche au pouvoir, a déploré que l'aide aux victimes de violences conjugales tarde trop souvent. «*Nous attendons que la situation devienne vraiment mauvaise, que quelqu'un se fasse tuer, et alors nous nous en préoccupons*», dénonce-t-elle. Ce congé doit permettre aux victimes cherchant à fuir leur foyer d'avoir le temps de faire tout ce qu'elles ont à faire, qu'il s'agisse d'assister à des audiences en justice, de déménager ou de trouver de nouvelles écoles pour leurs enfants. L'opposition conservatrice ne s'était pas rangée derrière cette réforme en expliquant que son intention était bonne mais qu'elle risquait de contrarier la recherche d'emploi potentielle des victimes. «*Les employeurs vont se mettre à scanner les candidates en se demandant si elles risquent d'être victimes de violences conjugales parce qu'au final, cela affectera leur activité*», a déclaré à Newshub Mark Mitchell, du Parti national. La Nouvelle-Zélande est de longue date pionnière dans la défense des droits des femmes. Elle fut ainsi en 1893 le premier pays au monde à leur accorder le droit de vote. **L. O.**

A l'occasion du premier anniversaire de son décès

Vibrant hommage d'Oran à Blaoui El-Houari

Le public oranais était au rendez-vous mardi soir à l'hôtel Méridien de la ville, pour rendre hommage au doyen de la chanson algérienne «Blaoui El-Houari», à l'occasion du premier anniversaire de sa disparition. Plusieurs artistes ont participé à cette soirée dont Mansour Belkacemi, Oualhaci Houari, Djahida, Houria Baba, Houari Benchenet, Baroudi Ben Khada et Adda Abdelkader.



Par Abla Selles

Une soirée artistique à la mémoire du doyen de la chanson oranaise, Blaoui El-Houari a été organisée mardi à Oran pour célébrer le premier anniversaire de son décès.

La soirée, organisée par l'Office national de la culture et de l'information (ONCI) en collaboration avec la station régionale de l'entreprise de la Télévision nationale, a été une occasion pour les présents de se remémorer le parcours artistique de cette icône.

Dans son allocution inaugurale de cet évènement qui s'est déroulé au niveau de la salle auditorium de l'hôtel Meridien, le wali d'Oran, Mouloud Cherifi, a estimé que cet hommage rendu à Blaoui El-Houari est «*un signe de reconnaissance à tous les services qu'il a rendus à la culture algérienne et oranaise en particulier*». Il a qualifié le défunt de «*véritable école*» d'où sont sortis des générations d'artistes qui continuent de préserver le patrimoine culturel et artistique algérien, notamment dans le genre musical «Asri» qu'a fondé Blaoui El Houari avec Ahmed Ouahbi.

Lors de cette soirée, rehaussée par une présence en force des autorités locales, la famille de l'artiste défunt, représentée par son fils aîné, a été honorée, tout comme sa petite-fille qui a été récompensée pour le diplôme du baccalauréat qu'elle vient de décrocher.

Pour l'occasion, de nombreux artistes, à l'image de Houari Benchenet, Houria Baba, Houari Oulhaci, Baroudi Bekhedda, Adda Abdelkader et Djahida, étaient présents pour chanter les plus grands succès de Blaoui El-Houari, alors que l'orchestre de la soirée était dirigé par Kouider Berkane. Précurseur de la musique raï, Blaoui El-Houari (1926-2017) s'est imprégné de la musique aux côtés de son père. Dès son plus jeune âge, il commence à écouter cheikh Bouzembir. Par la suite, il sera attiré par la musique moderne et participe à un radio-crochet où il remporte le premier prix. S'illustrant dans la musique bédouine, il anime des cérémonies de mariages. En 1943, il fonde son premier orchestre. Quelques années plus tard, en 1955, il enregistre son premier 45 tours chez Pathé. Au total, cet interprète de talent qui a influencé un grand nombre d'artistes, possède un répertoire de 500 compositions.

A. S./APS

Festival de Djemila

Des artistes de renom en ouverture

La première soirée du la 14e édition du Festival arabe de Djemila, organisé du 3 au 7 août sur le site archéologique de l'antique cité romaine Cuicul, sera animée par les chanteurs Bilal, Amel Zen, Rabah Asma et Bekakchi El Kheir, a annoncé le commissaire du festival, Khaled Mahnaoui.

Animant une conférence de presse au théâtre communal de Sétif, M. Mahnaoui a affirmé mardi que toutes les mesures ont été prises pour assurer le bon déroulement de cette édition, révélant que les 5 soirées du festival seront animées par des stars de la musique algérienne dont Cheb Nasro, Kader Japonais, Billal Seghir, Cheb Arras, Freaklane, Imzad et bien d'autres .

Le choix de ces artistes, dont la renommée dépasse les frontières de l'Algérie, a obéi à certains critères, notamment les demandes émises par le public à travers les différentes plateformes mises à sa disposition, selon la même source qui a fait savoir que le budget du festival a été réduit de 60% pour cette édition.

Le commissariat du festival prévoit pour cette année de rendre hommage à plusieurs figures de la chanson algérienne et d'organiser des soirées musicales dans plusieurs localités de la wilaya, animées par des chanteurs locaux.

Le commissaire du festival a également indiqué que le prix des billets a été fixé à 300 dinars avant de souligner que le transport (aller-retour) du public vers l'antique Cuicul sera gratuit, à la faveur de la mise en place de plusieurs bus dans différents endroits du chef-lieu de wilaya ainsi qu'au niveau d'autres communes et daïras de la wilaya de Sétif.

L. B.

Prévu du 31 juillet au 4 août

Ciné-plage est de retour à Tizi-Ouzou

La 4e édition de la manifestation «Ciné-Plage», destinée à l'animation de la saison estivale, aura lieu du 31 juillet au 4 août 2018, a annoncé mardi la direction de la Culture de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Initiée dans le cadre du programme d'animation de la saison estivale par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) avec la participation de la direction de la Culture, cette manifestation aura lieu cette année au niveau de la plage d'Azzefoun. Deux projections, un court et un long métrage seront programmés chaque soir à partir de 21h00 tout au long des cinq jours que durera cette manifestation. Cinq films sont programmés dans chaque catégorie. En outre et dans le cadre de la caravane artistique lancée il y a quelques jours, un gala sera animé par les chanteurs Abdelkader Chaou et Ahcen Ath Zaim, le samedi 28 juillet à partir de 22h00 au niveau du port d'Azeffoun, a indiqué la direction de la Culture.

F. H.

«Mamma Mia !» 2

Une suite au cinéma rythmée encore par les chansons d'Abba

Dix ans après son succès, *Mamma Mia !* revient au cinéma avec une suite. «*Mamma Mia ! Here we go again*» est sorti sur grand écran hier 25 juillet, rythmé une fois encore par les titres d'Abba. Le film va servir de rampe de lancement au grand retour du groupe au printemps 2019... retour en hologrammes.

Le premier volet de *Mamma Mia !*, avait rapporté 615 millions de dollars en 2008. Alors on ne change pas une recette qui marche. *Mamma Mia ! 2* reprend, comme il y a 10 ans, les chansons du groupe des années 70 Abba. Et le casting est quasiment le même (Meryl Streep, Pierce Brosman...) avec tout de même une nouvelle star... la chanteuse Cher. Dans le premier film, Meryl Streep (Donna) avait une fille (Sophie, interprétée par Amanda Seyfried), trois pères potentiels pour celle-ci et deux bonnes copines. Dans le deuxième volet, on apprend que Donna n'est plus de ce monde.

On retrouve Sophie sur une île paradisiaque grecque où elle rencontre divers soucis depuis l'ouverture de son hôtel. Elle va trouver du réconfort auprès des amies de sa mère qui viennent la voir. Ses trois «papas» (Pierce Brosnan, Colin Firth et Stellan Skarsgard) sont aussi là. Des flashbacks plongent le spectateur dans le passé des protagonistes du film avec des scènes avec Meryl Streep. Petite nouveauté dans cette suite, la chanteuse Cher interprète la grand-mère excentrique de la jeune Sophie et chante une chanson d'Abba «*Fernando*». Une expérience qui lui a donné envie de sortir un album de reprises du mythique groupe suédois. La star américaine de la pop l'a officiellement annoncée la semaine dernière.

Benny Andersson et ses acolytes ont enregistré deux nouveaux titres dans le plus grand secret. Mais pour la tournée de 2019 ce seront les voix et les silhouettes des années 80 que le public verra.

R. I.

AGEND'ART

Espace plein air Sablettes
Ce soir :
L'artiste Hakim Salhi anime une soirée musicale
27 juillet :
La formation musicale Dzair anime une soirée au bonheur de ses fans.
28 juillet :
Spectacle musical animé par le groupe Cameléon.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)
Vendredi 27 juillet à 21h :
Spectacle Chaâbi ou «Je m'en fous» de Baâziz.

Salle Ibn Zeidoun de Riad El Feth
26 juillet :
L'artiste Nassima Chaabane anime un spectacle de musique andalouse.

Palais de la culture Mohamed-Laïd-Al-Khalifa de Constantine
Jusqu'au 25 juillet :
Exposition du plasticien palestinien Souleimane Chahine. 37 œuvres, dont les portraits des présidents Houari Boumediène, Yasser Arafat et du militant Abou Djihad.

Théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou
Jeudi 26 juillet à 17h :
Spectacle de chants et de danses, fusion de musique algérienne et espagnole, animé par le groupe Alegria Andaluza.

Maison de la culture Ahmed-Aroua (Koléa, Tipasa)
Vendredi 26 juillet à 22h30 :
Concert de Lamia Aït Amara.

Théâtre de verdure Laadi-Flici (Bd Frantz-Fanon, Alger)
Jeudi 26 juillet :
Lucky Seven présente un concert du groupe Gnawa Diffusion. Prix d'accès : 2 000 DA.

Galerie d'arts Mohamed-Racim (5 Avenue Pasteur, Alger)
Jusqu'au 26 juillet :
Exposition de peinture de l'artiste-peintre Ahmed Ben Youcef Stambouli sous le thème «Regard d'un enfant».

JAJ-2018 (septième journée)

La natation, l'escrime et le kung fu wushu à l'affiche

LES DISCIPLINES de natation, d'escrime et de kung fu wushu se sont distinguées lors de la septième journée des Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018), marquée par une récolte supplémentaire de 22 médailles (9 or, 9 argent et 4 bronze).

Ainsi, les athlètes algériens de Kung fu Wushu (Sanda et Taolou) ont contribué de fort belle manière au total des médailles, à l'occasion de la deuxième et dernière journée des épreuves, en remportant neuf médailles (4 or, 4 argent et 1 bronze).

En Sanda, les Algériens ont décroché six médailles (2 or, 3 argent et 1 bronze), grâce à Birem Mohamed Lamine (-56kg) et Beldi Atmane Aymen (-65 kg), médaillés d'or de l'épreuve. Meziane Mohamed El Amine (-48kg), Hamrit Fathi (-60 kg) et Beldi Othmane Hadjer Dounia (-56 kg) ont pris la médaille d'argent. L'unique médaille de bronze a été l'œuvre de Amrouche Abdelhadi.

Dans les épreuves du Taolou, les participants algériens ont clôturé la journée avec trois médailles au compteur (2 or et 1 argent).

En escrime, cette septième journée des JAJ-2018 d'Alger a consacré les sélections féminines de fleuret et de l'épée qui ont décroché deux médailles d'or, alors que leurs homologues masculines (sabre) se sont contentées de la médaille de bronze. Le total des médailles algériennes s'élève à 17 (5 or, 3 argent et 9 bronze), à l'issue de la troisième journée.

La natation algérienne a confirmé une nouvelle fois sa bonne santé en ajoutant cinq nouvelles médailles (2 or et 3 argent), mardi lors de la troisième journée des épreuves. Les deux médailles d'or ont été l'œuvre de Moncef Balamane (200 m brasse) et Ardjoune Abdellah (50 m dos).

Les trois médailles d'argent ont été décrochées par Ryad Bouhamidi (50 m dos), Abdennour Mejahri (200 m brasse) et le relais 4x100 m 4 nages. Le total des médailles s'élève à 12 (5 or, 4 argent et 3 bronze), en attendant les épreuves de la dernière journée.

La sélection algérienne de tir sportif (garçons et filles) a contribué également au tableau des médailles, en remportant quatre médailles (1 or, 2 argent et 1 bronze) aux épreuves de carabine et pistolet à air comprimé.

La médaille d'or a été l'œuvre de Hamdani Insaf aux épreuves de carabine (10m), alors que les deux médailles d'argent ont été décrochées par Maameri Abdelwahid au pistolet à air comprimé (10m) et Adoul Koçeila au carabine (10m). Benguzim Inès a décroché la médaille de bronze au pistolet à air comprimé (10m).

En tennis de table, la paire algérienne s'est adjugée la médaille de bronze de l'épreuve de double mixte par équipes, en battant son homologue, composée de l'Ile Maurice et du Cameroun sur le score de 2 à 1.

De leur côté, les sélections algériennes (garçons et filles) de beach-volley se sont contentées de la 4e place du tournoi après leurs défaites face, respectivement, à la Gambie (2-0) et l'Egypte (2-0), mardi lors des matchs de classement joués sur les terrains des Ablettes (Alger).

Même chose pour la sélection masculine de volley-ball qui a été battue par son homologue tunisienne sur le score de 3 sets à 0 (25-16, 28-26, 25-14), en match de classement pour la médaille de bronze.

La première journée des épreuves d'athlétisme a été marquée par l'absence des Algériens sur les podiums des cinq finales disputées au stade Bateau-cassé de Bordj El-Kiffan.

Seules satisfactions algériennes de cette journée d'ouverture des épreuves d'athlétisme, les qualifications en finales de Nouara Lamzaoui (800m) et Mohamed Guettouche (100m).

Hier, 8e journée des 3es Jeux africains de la jeunesse JAJ-2018 d'Alger (18-28 juillet) a été marquée par le début des épreuves de boxe, d'équitation et de luttes associées, alors que plusieurs finales seront au programme, notamment en athlétisme.

May T.

JAJ-2018/Athlétisme (1re journée)

Les Algériens absents des podiums

■ Les athlètes algériens engagés dans les épreuves de la première journée d'athlétisme des Jeux africains de la jeunesse (JAJ-2018) d'Alger ont brillé par leur absence sur les podiums des cinq finales disputées mardi au stade Bateau-cassé de Bordj El-Kiffan.

Par Racim S.

Seules satisfactions algériennes de cette journée d'ouverture des épreuves d'athlétisme, les qualifications en finales de Nouara Lamzaoui (800m) et Mohamed Guettouche (100m).

Les autres Algériens, notamment ceux engagés dans les finales, se sont contentés des places d'honneur, à l'image de Brahim Mebarkia, 5e du concours de saut en longueur et Abdelmalek Benziada, également 5e du lancer du disque.

Chez les filles, Nesrine Benaissa a terminé à la 4e et dernière place du saut à la perche, alors que Ghania Rezzik a raté d'une place la qualification aux Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ-2018), en terminant à la 9e place de la finale du 3000m.

Le directeur des jeunes talents de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), Tarek Kessai, est resté tout de même «*optimiste*», malgré les contre-performances des athlètes algériens.

«*Je n'attendais pas à remporter des médailles aujourd'hui, car les spécialités disputées en cette journée inaugurale ne sont pas nos points forts. Nos athlètes ont tout de même réussi à tirer leur épingle du jeu en améliorant notamment leurs records personnels ou décrochant des qualifications en finales*», a déclaré Kessai à l'APS.

«*Par contre, nous avons beaucoup d'espoirs pour la journée de mercredi et l'entrée en lice de plusieurs athlètes avec de grandes chances de médailles. Pour la 2e journée de compétition, nous tablons sur 5 médailles*», a-t-il ajouté.

Cette première journée de compétition a été dominée par les athlètes sud-africains qui ont décroché 4 médailles (3 or, 1 bronze), suivis des Tunisiens (1 or, 1 bronze) et l'Ethiopie (1 or).

Les épreuves d'athlétisme des JAJ-2018, qui se sont poursuivies hier mercredi au stade Bateau-cassé de Bordj El-Kiffan avec 13 finales au programme, enregistrent la participation de 353 athlètes représentant 52 pays, dont 36 Algériens.

R. S.

Ligue 1 / USM Alger

Le Camerounais Mexes signe pour deux ans

LE DÉFENSEUR central camerounais Nyeck Mexes s'est engagé pour deux ans avec l'USM Alger, a annoncé mardi le club algérois de Ligue 1 Mobilis de football sur son site officiel. Le Camerounais s'entraîne avec l'USM Alger depuis le stage effectué au début du mois de juillet en Tunisie.

Il portera le numéro 4 et aura une licence africaine, précise la même source. Le coach des Rouge et Noir, Thierry Froger, pourra compter sur la nouvelle recrue dès le prochain match du l'USM Alger contre les Rwandais de Rayon Sports, dimanche à 20h00 au stade Mustapha-Tchaker (Blida) pour le compte de la quatrième journée de la Coupe de la Confédération. D'autre part, l'attaquant congolais Prince Ibra a réintégré le groupe pour la première fois en prenant part à la séance de reprise au stade Omar-Hamadi. Le nouvel attaquant usmiste avait jusque-là entamé la préparation avec l'équipe réserve en raison du déplacement de l'équipe au Kenya et au Rwanda. L'USM Alger trône en tête du groupe D de la Coupe de la Confédération avec 7 points devant les Kényans de Gor Mahia (5 points). Rayon Sports pointe à la 3e place avec 2 points alors que les Tanzaniens des Young Africans ferment la marche avec une seule unité.

R. S.

JAJ-2018/ Escrime

Trois nouvelles médailles dont 2 en or pour l'Algérie

Les sélections algériennes féminines d'escrime de fleuret et de l'épée ont décroché deux médailles d'or, alors que leurs homologues masculines (sabre) se sont contentées de la médaille de bronze, à l'issue des finales par équipes disputées mardi au centre féminin de Ben Aknoun (Alger) dans le cadre des JAJ-2018.

La première médaille d'or a été l'œuvre de la sélection féminine de fleuret qui a battu son homologue égyptienne sur le score de 44 touches à 39, grâce au quatuor Guimar Nihal Chaimaa, Zeboudj Sonia, Meriem Mebarki et Fellah Ines, sous la conduite de l'entraîneur Fardi Bennour.

La finale de l'épée a vu également la consécration des Algériennes après leur victoire devant l'Egypte sur le score de 45 touches à 42, dans un duel très serré, marqué par des touches de part et d'autre, mais le dernier mot est revenu à Zeboudj Yousra, Malak Racha, Gueham Meroua et Hebal Sylia.

Chez les garçons, cette fois-ci les Egyptiens n'ont laissé aucune chance à leurs homologues tunisiens en finale de sabre, avec une large victoire sur le score de 45 touches à 20, dans un match à sens unique, alors que les Algériens se sont contentés de la médaille de bronze.

A l'issue de la troisième journée des épreuves d'escrime, le total des médailles s'élève à 17 médailles (5 or, 3 argent et 9 bronze).

Treize pays prennent part aux épreuves d'escrime des JAJ-2018. Il s'agit de l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, le Togo, le Mali, la Libye, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, Maurice, Madagascar, le Benin, le Ghana et la RD Congo.

Mahi Y.

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

Tizi Ouzou

Une personne tuée suite au dérapage d'un camion

UNE PERSONNE a trouvé la mort et une autre a été blessée, tel est le bilan d'un accident de la route survenu lundi à Timeghresse, dans la commune d'Ait Boumahdi, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est deTizi Ouzou. Selon les indications fournies par la Protection civile, à l'origine de ce drame le dérapage d'un camion suivi d'une chute dans un ravin dans l'après-midi de lundi vers 16h30, causant le décès d'un homme de 40 ans et des blessures à un autre âgé de 28 ans. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Hamid M.

Adrar

Un terroriste armé se rend aux autorités militaires

UN TERRORISTE armé s'est rendu mercredi aux autorités militaires à Adrar, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «*Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts de qualité continus, fournis par les forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, le matin du 25 juillet 2018, aux autorités militaires à Adrar en 3e Région militaire*», précise la même source, ajoutant qu'il «*avait en sa possession un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et deux chargeurs garnis de munitions*». «*Il s'agit de «El Mahri Yourou», dit «El Haïmer», qui avait rallié les groupes terroristes en 2016*», ajoute-t-on. Dans le même contexte et grâce à l'exploitation efficiente de renseignements, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire «*a arrêté, à Tébessa, quatorze éléments de soutien aux groupes terroristes*», tandis qu'un autre détachement «*a récupéré, à In Guezzam, deux pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un fusil à pompe, une quantité de munitions et deux véhicules tout-terrain*». **L. M.**

Tlemcen

Trois morts et deux blessés dans un accident de la route près de Bab El Assa

TROIS personnes ont été tuées et deux autres grièvement blessées dans un accident de la circulation survenu dans la commune de Bab El Assa (wilaya de Tlemcen), a-t-on appris mercredi de la direction locale de la Protection civile. L'accident s'est produit dans la nuit de mardi à mercredi, sur la RN 07A, au niveau du village de Salam, à Bab El Assa, suite au dérapage d'un véhicule à bord duquel se trouvaient les victimes, membres d'une même famille résidant à Ghazaouet. Le conducteur du véhicule et ses deux filles ont trouvé la mort sur place alors que la mère et une autre fille ont été grièvement blessées et évacuées vers l'hôpital de Maghnia. Les dépouilles des trois victimes ont été déposées au service de la morgue du même hôpital.

M. L.

Mostaganem

Le corps d'un jeune noyé repêché à Ouled Boughalem

LE CORPS sans vie d'un jeune, noyé à Bahara, dans la commune de Ouled Boughalem, a été repêché mardi soir, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya de Mostaganem. Les unités de la Protection civile ont repêché à 20 heures, le corps du noyé, âgé de 25 ans, après avoir été porté disparu des heures au niveau d'une plage interdite à la baignade, à l'est de la plage de Bahara, relevant de la commune d'Ouled Boughalem (90 km à l'est de Mostaganem). La dépouille mortelle du noyé, originaire de Chlef, a été déposée à la morgue de l'établissement hospitalier d'Achaacha, a-t-on précisé. Depuis le début du mois de juin dernier, six cas de noyade ont été enregistrés dans des zones interdites à la baignade de la wilaya de Mostaganem, rappelle-t-on.

M. L.

Tizi-Ouzou

Les lauréats des examens scolaires primés

La direction de l'éducation de la wilaya de Tizi Ouzou a organisé, hier après-midi, la traditionnelle cérémonie de récompense des lauréats des trois examens scolaires au théâtre Kateb-Yacine.

Par Hamid M.

Quelque 187 élèves reçus des examens de la 5e, du brevet de l'enseignement moyen et du baccalauréat ont été primés en recevant des diplômes d'honneur et des cadeaux (micros portables). Par paliers, 31 élèves du primaire ayant obtenu des moyennes à l'examen de 5e entre 9.90/10 (12) et 10/10 (19). Au BEM, 85 élèves ont été primés notamment ceux ayant obtenu des moyennes supérieures à 19/20 (5) et à 18/20 (80). Les lauréats de l'examen du baccalauréat ont été au nombre de 71 ayant obtenu des moyennes supérieures à 17/20. Au cours de la même cérémonie les dix premiers établissements du primaire, les 5 premiers collèges et lycées ont été primés en recevant des équipements technico-pédagogiques (TV,PC et autres). A noter enfin que la wilaya de Tizi-Ouzou est arrivée en tête à l'échelle nationale par les résultats obtenus dans les examens des trois paliers.

H. M.

Franges vulnérables de la société

Des experts mettent en garde contre les dangers de l'insolation

Des médecins et des responsables au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière ont mis en garde, mercredi à Alger, contre les dangers de l'exposition au soleil et la forte chaleur pour les franges vulnérables de la société. Dans ce cadre, le Dr Samia Zagh, de la direction de la prévention auprès du ministère de la Santé a mis l'accent, lors d'une conférence de presse animée avec le Dr Omar Ferhat du service dermatologie à l'EHU, Mohamed Lamine-Debaghine (ex-Maillot) sur l'importance de la prévention contre l'exposition aux rayons de soleil, notamment au niveau des plages et la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour la protection des personnes âgées, les enfants, les femmes enceintes et les personnes atteintes de maladies chroniques durant cette saison marquée par la chaleur qui dépasse les 48° dans les zones du Sud. Rappelant les dangers des rayons du soleil sur le corps humain en l'absence de mesures de prévention, notamment le cancer de la peau, l'intervenante a précisé que l'insolation pourrait être à l'origine de crises cardiaques, de troubles neurologiques et respiratoires entraînant la mort, particulièrement chez les personnes âgées, outre les dangers de la déshydratation des enfants. A ce propos, le Dr Zagh a conseillé les citoyens de fermer les fenêtres et les rideaux, d'hydrater suffisamment les vieux et les enfants et les malades chroniques et d'éviter les sorties entre 10h du matin et 16h sauf pour nécessité. Pour sa part, le Dr Omar Ferhat a appelé à la prévention contre les rayons de soleil en mettant des vêtements en coton, des casquettes et de lunettes solaires conformes, tout en évitant l'exposition aux rayons ultraviolets dans les plages. En dépit des bienfaits du soleil sur l'équilibre environnemental et la santé humaine, il représente des dangers, a-t-il affirmé, soulignant «*l'impératif de se prémunir contre l'insolation qui cause des brûlures notamment pour les personnes de peau blanche*».

Sami Y.

Egypte

Treize terroristes abattus par la police dans le Sinaï

LA POLICE égyptienne a tué mardi au moins 13 terroristes lors d'un échange de coups de feu à al Arish, dans la province du Nord-Sinaï, au nord-est de la capitale Le Caire, a indiqué mercredi une source proche des forces de sécurité. La source a expliqué que la police est intervenue dans une maison en construction, dans un quartier d'al Arish, où treize terroristes se cachaient et que l'échange de coups de feu a commencé. «*Les violents affrontements ont coûté la vie à treize terroristes du groupe Wilayat Sinai, le bras armé égyptien du groupe terroriste autoproclamé* «Etat islamique» (EI/Daech)», selon la même source. La police a trouvé en leur possession quatre mitrailleuses, trois engins explosifs et des munitions. La province du Nord-Sinaï est le théâtre d'attentats terroristes qui ont fait des centaines de morts parmi les policiers et les soldats, mais aussi parmi les civils depuis 2013. La plupart des attentats terroristes ont été perpétrés par Wilayat Sinai, le groupe affilié à l'EI, en Egypte. En février, l'Egypte a commencé sa vaste opération antiterroriste «Sinaï 2018» lors de laquelle plus de 330 terroristes et environ 30 soldats de l'armée ont été tués.

R. I.